



HAL
open science

La mondialisation néolibérale comme vecteur du culte de la performance sexuelle : le cas de l'île Maurice

Bruno Cunniah

► **To cite this version:**

Bruno Cunniah. La mondialisation néolibérale comme vecteur du culte de la performance sexuelle : le cas de l'île Maurice. *Revue historique de l'océan Indien*, 2011, France/Grande-Bretagne dans l'océan Indien (XVIIe-XXIe siècles). De la rivalité à l'alliance, 07, pp.316-327. hal-03419191

HAL Id: hal-03419191

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03419191>

Submitted on 8 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La mondialisation néolibérale comme vecteur du culte de la performance sexuelle : le cas de l'île Maurice

Bruno Clifford Cunniah
Université de Maurice

Dans l'absolu, le Mauricien serait un équilibriste qui essaie de trouver le juste milieu entre la sphère sociale où il cultive l'art du paraître et la sphère privée où il retrouve ses vieux démons tels que la violence, le machisme ou encore le communautarisme. Jusqu'à présent, le discours dominant prônait que ce dernier avait parfaitement maîtrisé cette navigation périlleuse entre la tradition et la modernité. Dans cette optique, la mondialisation était accueillie à bras ouverts tandis que le cocon familial, si cher aux conservateurs, était maintenu en place grâce à l'influence morale et religieuse. D'ailleurs, une récente étude sur l'identité insulaire démontre que l'île Maurice de 2010 est « un pays qui cherche à concilier deux intérêts majeurs : accompagner les grands mouvements planétaires, mais sans renier ses valeurs et ses traditions »⁹²⁴. Si les conclusions de cette étude se veulent relativement positives, il n'en demeure pas moins que des failles de plus en plus saignantes apparaissent avec une régularité déconcertante, ce qui a tendance à mettre à mal le virage économique entrepris par l'île il y a déjà quelques décennies.

Dans le contexte de la mondialisation, les politiques ont eu tendance à mettre l'accent uniquement sur l'aspect économique du phénomène. Globalement, il s'agissait à l'époque d'embrasser le libéralisme économique prôné par le Fonds monétaire international (FMI) dans le but de sortir le pays de la pauvreté. Un quart de siècle plus tard, il faut avouer que l'objectif de croissance économique est pleinement atteint, car malgré les attentats du 11 septembre, le Chikungunia et la crise des *subprimes*, le niveau de vie des habitants a grandement augmenté. Cependant, le prix à payer pour cette expansion économique est visible sur le plan social où les problèmes se font de plus en plus pressants. Cette présente étude qui se veut une réflexion sur le genre et qui se situe dans une perspective Nord-Sud, analysera, dans un premier temps, la dimension socio-économique de l'ouverture au néolibéralisme de l'île Maurice. Dans un deuxième temps, nous procéderons à une évaluation de la dimension culturelle de la mondialisation dans le cadre de l'insularité. La troisième et dernière partie de notre travail sera consacrée à une analyse de la relation qui existe entre la sexualité et la mondialisation néolibérale.

La dimension socio-économique

⁹²⁴ Fabrice Acquilina, Bindu Boyjoo, « Mauriciens, qui êtes-vous ? » in *L'express Dimanche*, n° 17 188, 14 mars 2010.

Les années qui vont suivre l'indépendance de l'île Maurice en 1968, sont caractérisées par la prédominance d'une monoculture, notamment le sucre. Cette industrie sera florissante jusqu'à la fin des années soixante-dix où survient une baisse du prix de cette denrée. C'est visiblement vers cette époque que commence un phénomène qui ne porte pas encore l'appellation de « mondialisation ». En effet, c'est en ces temps de crise que le FMI et la Banque Mondiale vont imposer un programme d'ajustements structurels, dans le but de maîtriser la dette et de stimuler la croissance économique du pays. La cure consiste à diminuer le rôle de l'Etat et à favoriser la libéralisation de l'économie, ce qui implique une ouverture à l'économie mondiale. Selon Rajput et Swarup⁹²⁵, cette stratégie a pour but de favoriser l'intégration d'un pays à l'économie mondiale. Et c'est précisément ce qui se passera à l'île Maurice vers la fin des années soixante-dix avec la création d'une zone franche. Il s'agit d'attirer des industriels dans le but de créer de la richesse aussi bien pour l'entrepreneur que pour la masse salariale.

La dérégulation des marchés du travail, la fragmentation des systèmes de production ainsi que le coût élevé de la main d'œuvre dans les pays occidentaux vont jouer en faveur de l'île Maurice. À l'époque, le pays a l'avantage de proposer une main d'œuvre bon marché et disponible, et les conditions offertes aux entreprises sont des plus alléchantes. Par exemple, il n'y a pas de taxe à l'exportation pour une période de cinq ans. Les entreprises transnationales ne vont pas tarder à s'installer dans la zone franche, d'autant plus que tout est fait pour que les conditions de travail ne soient pas étouffées par des régulations contraignantes pour le patronat. Cette stratégie qui consiste à ouvrir l'économie tout en maintenant un marché libre va finir par atteindre ses objectifs. C'est ainsi que commence visiblement l'industrialisation de l'île. Les années quatre-vingt verront l'arrivée au pouvoir du Mouvement Socialiste Mauricien, et le premier ministre, Aneerood Jugnauth, se fera l'apôtre du libéralisme économique. La clé du succès de cet avocat de formation sera de savoir habilement jongler entre le maintien du concept de l'Etat providence (*welfare state*), si cher aux pères de la nation, et le nouvel ordre économique. Ainsi, le premier ministre laissera la tâche relative à la modernisation du pays entre les mains du secteur privé tout en maintenant une subtile présence étatique. Les résultats seront si probants qu'un deuxième mandat lui sera octroyé, tandis que l'île jouit d'une prospérité jamais atteinte dans sa courte histoire.

Dans les pays en voie de développement, les effets de la mondialisation sont multiples et souvent opposés. L'île Maurice n'échappera donc pas à certaines réalités qui accompagnent cette ouverture économique

925 Pam Rajput et Hem Lata Swarup, *Women in Globalization, Reflections, Options and Strategies*, New Delhi, Ashish Publishing House, 1994.

au monde. Au-delà d'un monde idéal sans frontières où tous les pays font partie d'une économie mondiale prônée par la mondialisation, il est indéniable que ce processus ne profite pas à tout le monde de manière égale. Pour les besoins de cette étude, nous ne nous attarderons pas sur le fait que la mondialisation profite surtout à un petit groupe dans le monde occidental pour nous concentrer sur les effets de ce processus sur la société locale. En effet, au-delà de l'aspect purement économique et financier de l'ouverture de l'économie au monde, toutes les bases de la société mauricienne seront définitivement altérées à la suite de l'établissement des zones franches.

Le fait d'intégrer des gens dans des chaînes d'interdépendance mondiale a des répercussions qui dépassent le stade purement économique. Gilbert Ahnee (2010), éditorialiste de renom, blâme les politiques pour ne pas avoir su préparer les Mauriciens aux changements liés à l'industrialisation : « Vers les années 1987/88, au moment du décollage industriel, un vrai sens de leur responsabilité aurait dû exiger des politiques un discours clair et sans ambiguïté »⁹²⁶. Au lieu de s'enraciner dans la démagogie, Ahnee suggère que les politiques auraient mieux fait d'évoquer la nouvelle culture qui était en passe d'émerger, une culture où les communautés, les sexes, se côtoieraient davantage et où le rôle des femmes serait appelé à subir des changements drastiques. En ce qui le concerne, les responsables politiques ont cédé à la facilité des dividendes rapides.

Aux arguments avancés par M. Ahnee, nous pouvons répondre qu'à l'époque, il aurait été bien difficile pour nos politiciens de prévoir les conséquences de la mondialisation. En fait, la structure sociale de l'île est si complexe que les politiciens de tous bords ont appris à mettre en avant le statu quo. Le discours dominant semble favoriser un système social qui saura s'autogérer, comme nous en avons la preuve dans un article du *Financial Times Special Report*⁹²⁷ (2008) qui démontre que l'unique souci du gouvernement actuel est la rectification de l'économie. Le problème, c'est que cet article date de 2008 et que, déjà à ce moment là, il n'est plus possible d'ignorer les problèmes sociaux liés à la mondialisation. Quelques années auparavant, sous un autre régime politique, lors de la conférence UNCTAD XI⁹²⁸ (2004), le ministre de la coopération régionale et du commerce international termine son discours en proposant que la mondialisation soit plus égalitaire. Or, une telle déclaration relève plus de l'utopie que de la réalité.

926 Gilbert Ahnee, « *Nou pou protez ou kiltir* », in *ID l'express*, lundi 8 mars 2010, p. 29.

927 *Financial Times Special Report*, « *Mauritius in the face of globalisation* » - <http://mitco.mu/site/downloads/MAURITIUS%20IN%20THE%20FACE%20OF%20GLOBALISATION.pdf>, consulté le 24/11/09.

928 Jayen. K. Cuttaree, « *Statement by Hon. J. K. Cuttaree, Minister of Foreign Affairs, International Trade and Regional Cooperation of the Republic of Mauritius, UNCTAD XI Conference* », Sao Paulo, 16 June 2004. - www.gov.mu/portal/goc/mfa/files/achiev04.doc, consulté le 24/01/10.

D'une certaine façon, les gouvernements nationaux ont très peu d'emprise sur l'économie en général, car leurs influences ont été remplacées par l'interconnexion de divers instances internationales telles que le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou encore les Nations Unies (ONU). Dans ce contexte, les anciens systèmes sociaux, tels que l'État nation, ont perdu leur main mise sur leurs systèmes économiques. En effet, comment peut-il en être autrement quand les décisions majeures relatives au développement économique et social d'une nation ne se prennent plus au niveau national, mais bien par des réseaux internationaux de puissances économiques des plus opaques ? Une excellente illustration de cela est la crise des *subprimes*, qui, à l'origine, ne concernait que les États-Unis, et qui a fini par avoir un impact mondial.

L'interconnexion économique n'est pas nouvelle en soi ; elle commence avec la colonisation de l'île et elle subit une intensification avec l'avènement du néolibéralisme mondial. Comme le démontre Guillaumin, la mondialisation « s'enracine dans la longue histoire du capitalisme, de l'esclavage, de la colonisation-décolonisation et des mutations des systèmes patriarcaux »⁹²⁹. L'ouverture de l'économie mauricienne conduit à tout un chamboulement sur le plan social qui aura, comme élément déclencheur, le statut des femmes. Dans les années soixante-dix, l'île Maurice est caractérisée par une économie traditionnelle et insulaire, où la majorité des femmes sont cantonnées dans le rôle de ménagères. Ce n'est pas que les femmes ne veulent pas travailler, mais c'est qu'il n'existe pas un nombre suffisant d'emplois pour elles. La construction de la première zone franche va changer tout cela.

Les premières entreprises qui s'installent dans les zones franches vont induire une demande incroyable de main d'œuvre bon marché, et celle-ci est représentée par le travail des femmes. Elson et Pearson⁹³⁰ estiment que toutes sortes de qualités féminines, qu'elles soient imaginaires ou véridiques, vont servir à légitimer des bas salaires. À l'île Maurice, comme ailleurs, ce sont des jeunes femmes célibataires qui seront employées dans les usines de la zone franche. Notons qu'aujourd'hui, les usines qui emploient majoritairement de la main d'œuvre féminine ne se contentent plus de squatter les zones économiques spécialisées, ce qui contribue à une meilleure distribution géographique de la masse salariale.

929 Collette Guillaumin, « Repenser les rapports de sexe, de classe et de "race" dans la mondialisation néolibérale » - <http://mauvaiseherbe.wordpress.com/2009/10/24/repenser-les-rapports-sociaux-de-sexe-de-classe-et-de-race-dans-la-mondialisation-neoliberal.html>, consulté le 17/11/09.

930 Diane Elson et Ruth Pearson, « *The Subordination of Women and the Internationalization of Factory Production* » in Kate Young, Carl Wolkowitz et Roslyn McCullagh (ed.), *Of Marriage and the Market, Women's Subordination Internationally and Its Lessons*, New York, Routledge, 1981.

À l'époque, la première zone franche se trouve à Plaine Lauzun, à la périphérie de la capitale, Port-Louis. Il faut avouer que l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail leur offre de nouvelles opportunités. Pour la première fois de leur vie, des femmes qui étaient jadis cantonnées dans leurs habitations sont maintenant capables de générer un revenu propre. Par extension, ces femmes qui ne dépendent plus de la structure familiale ou du mari, accroissent leur autonomie. Ainsi, la femme qui travaille en zone franche inaugure une place dans la société qui lui était jusqu'alors impossible de tenir. Petit à petit, les nouveaux ménages deviennent de plus en plus dépendants des revenus des femmes. Sur le plan social, cela donne une personne qui bénéficie quasiment, du jour au lendemain, d'un nouveau statut social qui tire vers le haut. La jeune fille de la zone franche se perçoit différemment, et son pouvoir de négociation, face aux toutes puissantes instances familiales, ne peut qu'augmenter.

La zone franche n'a pas que des aspects positifs pour la jeune femme mauricienne. Si la femme a maintenant un travail rémunéré, cela ne veut nullement dire qu'elle se trouve dispensée des tâches domestiques. En sus de cela, il existe une catégorie d'hommes qui voit d'un mauvais œil la participation féminine à la masse salariale. Les conservateurs témoignent même d'une hostilité envers cette inversion de la division sexuelle du travail, mais il est désormais trop tard. Premièrement, il est hors de question pour de nombreuses femmes de ne pas intégrer le monde du travail rémunéré. Deuxièmement, beaucoup de ménages pauvres ont d'énormes difficultés à vivre avec un seul salaire. Alors que les marchés locaux sont de plus en plus intégrés dans le système économique mondial, la demande pour de la main d'œuvre féminine ne fait qu'augmenter. Or, si les opportunités de travail augmentent, il s'agit essentiellement de positions mal payées.

Avec le recul qu'apporte le passage du temps, ce qui ressort de ces années de l'ouverture de l'économie mauricienne aux marchés mondiaux, c'est que la société en général a fait un grand bond en avant, et ce sont surtout les femmes qui en ont été les bénéficiaires. Le décret gouvernemental stipulant l'accès à l'éducation est d'une importance capitale pour la suite des événements, car cela parachèvera le processus enclenché par le libéralisme économique. Grâce à l'éducation gratuite, les parents mauriciens n'ont plus à choisir lequel de leurs enfants pourra poursuivre des études secondaires. Si, dans le passé, les familles avaient, souvent pour des questions purement économiques, favorisé les garçons aux dépens des filles, tel ne sera plus le cas. Le résultat de cette réforme dans le domaine de l'éducation aboutira à la création d'une masse salariale éduquée et formée.

Les années quatre vingt dix verront une catégorie particulière de femmes rejoindre le marché du travail. Bien que l'île soit plus que jamais partie prenante de la mondialisation, les emplois offerts aux femmes n'ont plus rien à voir avec les positions de machinistes dans les usines. Ces

positions existent toujours mais la formation et l'éducation permettent désormais aux femmes d'occuper des emplois qui ne se trouvent plus au bas de l'échelle. La présence d'un nombre grandissant de femmes à des postes de responsabilité, ainsi que la timide féminisation de la représentation parlementaire, demeurent des signes positifs qu'il ne faudrait pas négliger.

Le XXI^e siècle nous a montré les failles de la mondialisation jadis présentée comme un internationalisme orienté vers le dialogue des cultures. Or, ces dernières années ont vu l'éclosion d'un schéma multipolaire qui s'apparente davantage à un choc des civilisations. Bien que cela ne soit nullement le cas à l'île Maurice, il n'en demeure pas moins que tous les observateurs locaux concluent à une opposition binaire entre la tradition et la modernité. Comme le patriarcat prône toujours le statu quo car il a tout à y gagner, ce sont les femmes qui, de plus en plus, se font la voix de la modernité. Selon Nazim Essouf, « les hommes, qui avaient des certitudes toutes faites et ancrées dans des décennies de croyances, voient les femmes transgresser les règles ancestrales et culturelles plus facilement. Des règles que les hommes ne respectaient pas eux-mêmes »⁹³¹. Le résultat global est que certaines idées jadis classifiées d'immuables étaient en train de voler en éclat dans bien des domaines et notamment dans le domaine de la sexualité.

La dimension culturelle

À l'origine, la mondialisation est conçue comme une articulation économique qui entretient des liens co-sanguins avec le monde de la politique. Graduellement, cela est devenu une évidence que ce phénomène d'interconnexion mondiale avait aussi des répercussions culturelles majeures, notamment dans les pays du Sud. Les chercheurs de l'océan Indien ont fait du concept de l'identité un thème majeur d'investigation, avec cette tendance à mettre l'emphase sur l'historicité des apports culturels des différentes ethnies. Or, à une époque où la culture se dissocie des frontières territoriales, il serait temps de réfléchir sur les différentes identités qui se dessinent actuellement. À cet égard, plusieurs points de vue existent relatifs à l'influence de la mondialisation néolibérale sur les pays.

Le premier modèle conçoit la mondialisation comme le vecteur d'un impérialisme culturel qui aurait tendance à prôner le mode de vie issu des États-Unis. Dans son essai intitulé *The McDonaldization of Society*⁹³², titre on ne peut plus évocateur en soi, Ritzer décrit un monde où les différences culturelles disparaissent pour faire place à une uniformisation des normes qui

931 Nazim Essouf, « Crimes passionnels. Des verrous ont sauté », in *ID l'express*, lundi 8 mars 2010, p. 35.

932 George Ritzer, *The McDonaldization of Society*, Thousand Oaks (CA), Pine Forge, 1993.

seraient de nature occidentales. De son côté, Appadurai⁹³³ avance un tout autre argumentaire en démontrant que la mondialisation met en place des structures pour la sauvegarde des traditions ancestrales. Dans cette optique, la libéralisation de l'économie mènerait à une mise en valeur des identités culturelles locales. Ainsi, la présence d'éléments de culture étrangère tels que *Pepsi* ou *Pizza Hut* est assimilée et intégrée dans des pratiques culturelles qui existent déjà. Appadurai conclut en faisant ressortir que la mondialisation conduit à la production mondiale de la différence.

Le troisième modèle, qui n'est pas si éloigné de la deuxième option évoquée précédemment, évoque la mise en place d'une sorte de phénomène de nature hybride. En d'autres mots, il s'agit ici d'un apport culturel étranger qui existerait en parallèle avec des structures déjà existantes. Hannerz⁹³⁴ pense que la libéralisation économique conduit à un échange de pratiques culturelles qui finit par produire de nouvelles identités. Ainsi, des gens qui ne vivraient pas nécessairement dans un même lieu géographique finiraient par partager une culture hybride. Dans ce contexte, les valeurs ethniques locales sont transformées et finissent à travers un processus d'assimilation par produire de nouvelles formes culturelles.

En ce qui nous concerne, nous pensons que l'île Maurice du XXI^e siècle incarne parfaitement le modèle culturel proposé par Hannerz. D'ailleurs, cela fait déjà quelques années qu'un mécanisme de redéfinition des valeurs est en marche au sein de la société mauricienne. Plus précisément, il s'agit d'un véritable chamboulement où une partie de la population, nommément la jeunesse, est en train de remettre en cause les fondements de la société dans laquelle elle vit. Ainsi, nous assistons à une transformation de certaines valeurs, jadis considérées comme immuables, telles que celles qui sont en rapport avec l'ethnicité, la religion, le genre et surtout la sexualité. Il va sans dire que cette nouvelle vague culturelle bouleverse la donne quant aux relations de genre et de leur signification. Dans le monde réel, cela produit un décalage culturel entre les conservateurs et ceux et celles qui embrassent les nouvelles pratiques culturelles. Le résultat est un sentiment d'impuissance et d'incompréhension de la part de l'ordre dominant.

C'est au niveau des femmes, traditionnellement gardiennes de la tradition et des valeurs morales, que le changement est des plus visibles. Au nom du libéralisme économique qui leur donne le droit au travail rémunéré, à l'éducation et aux technologies de l'information, les femmes ne veulent plus demeurer les servantes du patriarcat, rôle qui leur a été dévolu depuis l'ère de la colonisation. En dépit de l'influence des traditions religieuses encore très perceptibles, la femme peut enfin revendiquer son droit au plaisir. Selon

933 Arjun Appadurai, *Modernity at Large : Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, U. of Minnesota Press, 1996.

934 Ulf Hannerz, *cultural Complexity*, New York, Columbia University Press, 1992.

Koolomuth, « la femme mauricienne prend soin d'elle, est consciente de son pouvoir de séduction et s'assume davantage. Elle ose même prendre l'initiative pour les choses de l'amour »⁹³⁵. Il est indéniable que les effets de la mondialisation ont changé les rapports de pouvoir entre femmes et hommes, mais nous sommes loin d'aller vers une image universelle de la femme. Cette affirmation s'applique plus que tout à l'île Maurice où le patriarcat n'est pas prêt à renoncer à son statut de maître. En fait, pas un jour ne s'écoule sans que ne s'affiche dans la presse des faits divers qui traduisent le mal être de certains hommes devant la nouvelle place des femmes dans la société mauricienne.

La dimension sexuelle

La mondialisation néolibérale a apporté aux Mauriciennes une liberté d'action qu'elles n'avaient jamais eue auparavant. Autant le patriarcat, pour des raisons financières, admet le travail des femmes, autant il lui est difficile d'accepter des comportements analogues au siens, surtout dans le domaine de la sexualité. Cela amène Ahnee, dans un éditorial, à déclarer : « Comment ce pays que l'on disait si traditionnel, si religieux même, en est-il venu à pratiquer l'adultère aussi crânement ? Comment l'assassinat apparaît-il si spontanément comme la solution aux situations sentimentales ingérables ? »⁹³⁶. La réponse à cette double interrogation réside dans la relation historique qu'entretient le patriarcat avec les femmes.

Les recherches de certains anthropologues de l'avant-garde tendent à démontrer que la monogamie, qui définit la famille nucléaire traditionnelle, représente un état qui n'est ni sain, ni naturel pour l'humanité. Dans *The Myth of Monogamy*, Barash et Lipton déclarent : « [...] *The evidence is overwhelming that monogamy is no more natural to human beings than it is to other living things* »⁹³⁷ ([...] Il existe des preuves incontestables que la monogamie n'est pas plus naturelle aux êtres humains qu'elle ne l'est pour d'autres créatures vivantes). Ils avancent que la monogamie serait la conséquence d'une stratégie politique que les hommes ont mise en place dans l'Antiquité dans le but de réduire les bagarres relatives à l'accès à la sexualité, donc à l'accès aux femmes. Quelque part, nous pouvons en déduire que ce sont des facteurs de nature sociale et politique, et non d'ordre naturel, qui sont à la base de la stratégie qui gouverne l'organisation des humains en

935 Hareela Koolomuth, « Femme : qui gère ton désir ? », in *ID l'express*, lundi 8 mars 2010, p.33.

936 Gilbert Ahnee, « Nou pou protez ou kiltir », *op. cit.*, p. 29.

937 David. B. Barash et Judith Lipton, *The Myth of Monogamy*, New York, W. H. Freeman and Company, 2001, p. 141.

groupes. Dans *The Apartheid of Sex*⁹³⁸, Rothblatt nous démontre comment la doctrine religieuse fonctionne dans le but d'asservir le comportement sexuel féminin à un seul mâle, dans la forme de la monogamie. En ce qui la concerne, la monogamie exigée par les diverses instances religieuses est avant tout une forme de contrôle patriarcal.

À partir de là, nous pourrions poser une question parallèle à celle d'Ahnee : pourquoi la pratique de la monogamie, qui a sensiblement si bien fonctionné pendant des siècles, semble-t-elle être à bout de souffle de nos jours ? Pour répondre à cette question, il nous faut nous référer à Michel Foucault⁹³⁹ qui précise clairement qu'à un moment donné, il y a eu un phénomène de discontinuité qui a vu la fin des catégories immuables. Dans le contexte local, la mondialisation a favorisé une mise en cause de la doctrine dominante prônée par le patriarcat. Les technologies de l'information telles que l'Internet et les chaînes satellitaires aidant, les pourvoyeurs traditionnels de la morale et du savoir, nommément la religion, ont perdu la main mise sur les fidèles. Ce constat est confirmé par le pandit Ved Gopee, vice-président du Conseil des Religions, qui déclare à Nazim Essoof : « Dès lors, on assiste à une forme de *religious illiteracy* qui règne au sein du pays »⁹⁴⁰. Entre temps, la structure des familles a évolué vers une structure nucléaire, et cette configuration, combinée aux nouvelles dispositions du travail, a conduit à l'éclosion de générations qui n'ont plus rien à voir avec celles qui les ont précédées. Et à moins d'un retournement spectaculaire des choses, il est désormais très improbable que cette tendance vers une modernité issue de la mondialisation n'aille pas en s'accroissant.

La mondialisation n'a pas eu la même signification, ni les mêmes conséquences, pour les femmes et les hommes. À cela, il faut ajouter que ce processus d'ouverture économique n'a pas les mêmes effets dans tous les pays. Dans le cadre de l'île Maurice, l'ouverture au monde aura des effets majeurs dans le domaine de la sexualité. En premier lieu, il est clair que nous assistons aujourd'hui à la fin du lien exclusif entre la sexualité et la religion. L'ouverture sur le monde que permettent les technologies de l'information a mis fin au monopole du discours conservateur prôné par les tenants de l'ordre dominant. Notons que nous ne contestons pas le fait que la morale religieuse ait toujours des assises dans certains milieux traditionnels de la société. Par contre, l'émergence des sciences humaines telles que la psychologie, la sociologie ou encore la vulgarisation des sciences médicales, ont permis à d'autres discours d'occuper les devants de la scène, proposant ainsi une alternative à la doctrine dominante.

938 Martine Roubblatt, *The Apartheid of Sex : A Manifesto on the Freedom of Gender*, New York, Crown Publishers Inc, 1995.

939 Michel Foucault, *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1990.

940 Nazim Essoof, « Crimes passionnels. Des verrous ont sauté », *op. cit.*, p. 35.

Le développement du néolibéralisme coïncide aussi avec la fin de la culpabilité associée à la sexualité. En prenant ses distances avec le discours religieux quel qu'il soit, la Mauricienne / le Mauricien a quelque part décidé de rejeter la notion prévalente selon laquelle la sexualité serait systématiquement négative. En fait, la surmoralisation de la sexualité mise en place par l'ordre dominant a conduit à une révolte collective du moment que tous les éléments aient été réunis pour son exécution. Or, c'est l'ouverture au monde qui permet ce changement. Désormais, la sexualité humaine est prête à quitter le domaine du secret et du mystère. Les technologies de l'information permettent une démythification de la sexualité qui comporte de bons comme de mauvais côtés. Néanmoins, le citoyen mauricien a maintenant le choix d'allumer ou d'éteindre son ordinateur ou son téléviseur. En d'autres termes, son exposition au domaine sexuel n'est plus l'apanage de l'ordre dominant.

À l'île Maurice, le libéralisme économique coïncide avec la fin de la honte corporelle. Dans certains milieux, c'est un fait que depuis une dizaine d'années, la nudité sociale est de plus en plus tolérée. Il suffit pour cela de jeter un coup d'œil aux publicités qui n'hésitent plus à se dénuder. Cependant, la pub ne vend pas n'importe quelle nudité. Il s'agit ici d'une nudité désirable presque toujours associée à la jeunesse des corps. L'idée que le sexe fait vendre n'a rien de nouveau en soit. Cependant, elle sert de médium à vulgariser certains comportements sexuels, ce qui, à la longue, finit par les rendre banals. Une fois de plus, cette tendance est rattachée à l'ouverture des marchés mondiaux, comme l'explique Pierre Tourev : « Les tenants de néolibéralisme ont également investi les médias pour en faire une machine de guerre propre à retirer toute conscience politique aux peuples, à les rendre sensibles au matraquage publicitaire et à en faire de bons consommateurs »⁹⁴¹. En effet, la nature même du capitalisme change vers la fin du XX^e siècle. La doctrine qui est à la base du capitalisme, jadis axée vers la production, prend un tournant radical car il s'agit désormais de se concentrer sur la consommation.

Le changement au niveau des impératifs du capitalisme semble coïncider avec la gestion de l'expression sexuelle dans nos sociétés. Les progrès dans le domaine de la contraception, des technologies de la conception, de même que la féminisation de la masse salariale, changent obligatoirement l'ordre des choses. De nouvelles dynamiques sociales émergent et la définition du féminin est profondément bouleversée. Aujourd'hui, il n'y a que des sociétés économiques dans lesquelles la femme

941 Pierre Tourev, « La mondialisation néolibérale : vers une ploutocratie qui bipolarise la société », in *La Toupie*. www.toupie.org/Textes/Mondialisation_ploutocratie.htm, consulté le 12/02/10.

comme l'homme se doivent de trouver leur place. En d'autres termes, c'est l'individualisme du marché qui dessine l'identité sexuelle d'aussi bien les femmes que les hommes. L'économie est donc un tout. Arnsperger va même plus loin, en écrivant que « l'économie de marché a eu tendance à inverser la logique du désir pour faire de ce désir même un produit commercial »⁹⁴². Cela cadre bien avec l'obsession de la croissance qui caractérise le néolibéralisme, phénomène qui ne peut être soutenu que par la consommation. Nous voilà donc à un stade où « la 'logique de l'économique' recouvre donc l'ensemble des phénomènes caractérisés par l'interdépendance des situations individuelles prises dans un tout qui en assure la cohérence »⁹⁴³. En d'autres termes, l'économie de marché est devenue un mode d'organisation social où l'humain en lui-même est un item de consommation.

Dans le contexte de l'île Maurice, la mondialisation va être à la base de l'évolution des mentalités et va proposer des modèles de vie où prédomine la notion de consommation. Cependant, dans des sociétés où le poids des traditions moralisatrices se fait encore sentir, l'initiative humaine encadrée dans la logique du marché a donc un coût. Ainsi, pour accéder à certains désirs, qu'ils soient justifiés ou non, il faut que l'individu soit prêt à en assumer le coût social. Ainsi, l'adultère galopant qu'évoquait Ahnee précédemment, n'est pas gratuit. Dans une économie de marché, tout comportement transgressif se doit alors de valoir le prix qu'il propose. Voilà donc comment se prennent les décisions, notamment par rapport aux comportements qui vont à l'encontre de la morale.

Dans de nombreuses sociétés comme celle de l'île Maurice, la sexualité est de moins en moins un sujet tabou. L'influence des médias / Internet, fait que des gens deviennent de plus en plus tolérants envers les diverses variantes de l'expression sexuelle. Au sein de la culture de la consommation que propose le néolibéralisme, il semble que de nombreux comportements sexuels se trouvent légitimés, ce qui correspond au nouveau code comportemental du consommateur. Quelque part, le fait de consommer est moins important que ce qui est consommé. Cela est ainsi car c'est la consommation qui est plus que jamais l'épine dorsale de la mondialisation. Dans ce contexte, il est tout à fait normal que la consommation finisse par quitter le domaine purement économique pour celui de l'activité sociale et par extension celui de la sexualité.

942 Christian Arnsperger, « Échange, besoin, désir : l'économie de marché comme enjeu-clé de l'éthique économique contemporaine », Colloque de l'ATEM, Louvain-la-Neuve, 7 septembre 1999, p. 2

http://www.uclouvain.be/cps/uc1/doc/etes/documents/DOCH_051_%28Arnsperger%29pdf, consulté le 21/01/10

943 *Ibid.* p. 5.

Se distançant des traditions obsolètes qui n'ont plus de justifications rationnelles dans la société contemporaine, une grande partie des Mauriciens optent donc pour le modèle qui découle directement de la mondialisation, nommé le modèle industriel. Notons que ce modèle est omniprésent au sein de la société mauricienne, principalement dans le domaine de la production, du travail et de l'éducation. Globalement, c'est le modèle prôné par les politiques. En pratique, il s'agit de méthodes et de techniques qui visent l'efficacité et la rentabilité avant tout. Notons que le modèle industriel de la sexualité possède des normes qui, lorsqu'elles ne sont pas atteintes, débouchent sur l'échec. Aussi, quand un tel modèle est appliqué consciemment mais surtout inconsciemment au domaine de la sexualité, cela donne l'orgasme comme mesure de la réussite de la relation sexuelle.

Le modèle industriel de la sexualité qui est étroitement associé à la consommation prône la satisfaction immédiate des désirs. Dans ce contexte, les délais dans les premières relations sexuelles jadis conditionnées par le sceau du mariage sont rares. Actuellement, il est difficile de reconnaître une intentionnalité à la sexualité humaine autre que la satisfaction d'un désir. Comme dans le contexte de la mondialisation, le culte de la performance est devenu synonyme de succès. Dans le domaine de la sexualité, cela conduit à une demande exponentielle pour des stimulants de toutes sortes pour pallier les limites du corps. Dans les îles, le recours à la sorcellerie est même tout à fait acceptable s'il peut aider à atteindre l'objectif fixé.

La sexualité, pour autant, a-t-elle perdue la dimension humaine qu'on lui connaît ? Nous ne pensons pas que tel soit le cas, car comme nous l'avons démontré plus tôt, l'île Maurice a adopté un système culturel hybride où l'apport culturel issu de la mondialisation co-existe avec des traditions qui, néanmoins, ne cessent d'être remises en cause par les nouvelles générations.

*Bruno C. Cunniah est Associate Professor à l'Université de Maurice
bruno.cunniah@gmail.com*